
Question 1 : Partagez-vous le besoin de visibilité exprimé en Concertation Gaz ? Considérez-vous que la durée de quatre ans envisagée par la CRE pour les capacités Nord-Sud soit adéquate ?

Pas de remarque d'Elengy pour cette question

Question 2 : Etes-vous en faveur d'une allocation au prorata des engagements de livraison physique pour le produit semestriel de recalage à compter du 1er avril 2014 à la liaison Nord-Sud?

Pas de remarque

Question 3 : Etes-vous favorable aux modalités de commercialisation envisagées ?

Pas de remarque

Question 4 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour la commercialisation des capacités disponibles à compter du 1er octobre 2014 ?

Pas de remarque

Question 5 : Etes-vous favorable à la règle de limitation des demandes individuelles au tiers de la capacité commercialisée ?

Pas de remarque

Question 6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de commercialiser en octobre 2013, les capacités disponibles à compter du 1er octobre 2014 ?

Pas de remarque

Question 7 : Que pensez-vous de la proposition d'Elengy ? Que pensez-vous de la proposition de GRTgaz ? Etes-vous favorable à la proposition de réserver 50 GWh/j de capacités interruptibles sous forme de produits mensuels pour mettre en oeuvre la proposition d'Elengy ?

Afin d'éviter tout malentendu Elengy tient à préciser que dans sa proposition, le mécanisme envisagé n'est pas seulement une allocation différente mais un produit spécifique de type 'conditionnel'. En effet si 150 GWh/j sont alloués dont 50 pour les clients du PITTM de Montoir sans autre modification des règles d'utilisation, un affermissement du flux grâce aux émissions de Montoir à hauteur de 50 GWh/j ne leur serait alors affecté que pour 1/3. Cela détruirait tout le caractère incitatif de l'opération.

Concernant la proposition de GRTgaz, Elengy ne comprend pas l'utilité du seuil minimal mensuel tel qu'exprimé planche 7 qui introduira un effet de bord important : Le transfert incitatif doit commencer dès le 1^{er} GWh affermi.

Par ailleurs il est à craindre que l'essentiel de la capacité soit allouée lors du processus annuel en ne générant aucun sur-revenu. De fait, la capacité mensuelle offerte sera très marginale et l'effet incitatif faible. Il restera alors des enchères journalières qui pourront atteindre des niveaux élevés, mais trop tard pour pouvoir organiser des déchargements de cargaison. Il est alors à craindre qu'une mauvaise coordination des calendriers des enchères et des programmations GNL ne viennent réduire fortement l'efficacité de la mesure proposée par GRTgaz.

De manière plus générale Elengy considère que le régulateur et GRTgaz se font une représentation déformée de cette capacité générée par le flux depuis Montoir qui est présentée comme étant du type « interconnexion » entre deux zones, et donc devant être traitée selon les mécanismes prévus dans les CAM. En réalité celle-ci doit être vue comme une capacité d'entrée du terminal vers la zone sud, de la même façon que la capacité créée à Veurnes est traitée dans une large mesure non pas comme une interconnexion entre la France et la Belgique mais comme une capacité d'entrée en Belgique depuis Dunkerque n'imposant pas nécessairement de suivre les préconisations CAM d'un mécanisme d'allocation via des enchères. Le fait de vouloir traiter ce flux depuis Montoir comme une interconnexion nord-sud provoque une complexification du problème.

Elengy est à la disposition de GRTgaz et de la CRE pour avancer dès que possible dans le sens d'une expérimentation à partir d'avril 2014.

Question 8 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation envisagées par la CRE pour l'allocation des capacités Sud vers Nord ?

Pas de remarques

Question 9 : Pensez-vous que les capacités interruptibles consacrées au couplage doivent être maintenues à compter du 1er avril 2014 ?

Pas de remarque

Question 10 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour les capacités au PIR Midi à compter du 1er avril 2014 ?

Elengy tient à rappeler que la fusion des PEG GRTgaz SUD et TIGF ne se réduit pas à supprimer le PIR Midi. Il est important de déterminer les règles transparentes de gestion des capacités et des indisponibilités sur chaque réseau et la façon dont elles seront répercutées sur la liaison Nord-Sud, le PITTM de Fos, les PITS et la frontière espagnole.

En effet dans le système actuel, en cas de contrainte au PIR Midi, les expéditeurs choisissent librement sur quels points en amont ou en aval, dans les limites de leurs souscriptions, ils souhaitent répercuter la contrainte afin de respecter leur obligation d'équilibrage sur les zones TIGF ou GRTgaz-sud.

En cas de contrainte interne sur le cœur de réseau, les GRT affectent les indisponibilités aux points frontières de la zone selon des méthodes sur lesquelles Elengy n'a aucune réelle visibilité. Après la fusion, GRTgaz et TIGF risquent donc de répercuter les contraintes liées à l'ex-PIR Midi arbitrairement, ou tout au moins de façon non optimale, sur tous les points aux frontières de cette grande zone sud, et donc d'imposer une réduction supplémentaire induite et à très court terme de la capacité au PITTM de Fos sans prise en compte de la faculté ou non des clients des terminaux à la répercuter sur le programme d'arrivée des navires.

Elengy souhaite que GRTgaz et TIGF décrivent et présentent en concertation les règles de gestion envisagées pour ces indisponibilités.

Question 11 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation envisagées par la CRE pour les capacités à compter du 1er avril 2014 à Larrau et à Bariatou ?

Pas de remarque

Question 12 : Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents de recettes d'enchères au CRCP ?

Pas de remarque

Question 13 : Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents dans un compte régulé de financement des investissements ?

Pas de remarque

Question 14 : Etes-vous favorable à ce que les excédents de recette à la liaison Nord-Sud soient intégralement redistribués, sur une base annuelle, aux expéditeurs livrant les consommateurs du sud de la France ?

Pas de remarque

Question 15 : Préférez-vous une redistribution proportionnelle aux capacités aval souscrites ou aux volumes livrés ?

Pas de remarque

Question 16 : Etes-vous favorable à ce que les excédents de recettes de TIGF et de GRTgaz soient mis en commun à compter du 1er avril 2015 ?

Pas de remarque